

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

Nous devons reconnaître que, de bien des façons, le Canada a une économie sous-développée, mais pourtant nous n'élaborons pas les stratégies économiques, sociales ou politiques nécessaires pour y remédier. Nous ne sommes pas les seuls dans le monde industriel à éprouver des difficultés avec les sociétés multinationales et l'influence que les grandes entreprises privées exercent sur le public. Beaucoup d'autres pays sont dans la même situation, mais aucun pays industriel moderne n'a fait aussi peu que le Canada pour réduire cette influence. C'est précisément parce que je suis fier d'être Canadien et que je n'ai pas de leçons de patriotisme à recevoir des députés du parti libéral que j'ai honte du gouvernement actuel.

Je vois certains députés conservateurs à ma droite hocher de la tête. Tout ce que je puis dire, c'est qu'avec leurs politiques les choses empireraient. En étant de plus en plus à la merci des investissements étrangers, nous ne ferons qu'aggraver notre sort. Nous sommes dans le marasme parce que nous avons une économie de ressources dont la survie dépend entièrement des investissements étrangers et, à moins que nous ne mettions sur pied une industrie secondaire forte qui permettrait au Canada de prendre place dans le monde industriel, notre position ne cessera de s'affaiblir à cause des politiques protectionnistes des autres pays.

Le Canada est le seul pays du monde qui continue de parler naïvement de libre-échange, comme si nous étions au XIX<sup>e</sup> siècle. Mais le XIX<sup>e</sup> siècle est passé. Si nous abaïssons les obstacles tarifaires sans discernement, c'en est fait de l'industrie canadienne. Les députés seront étonnés d'apprendre que les premiers à venir me voir en ma qualité de député, ce furent les représentants d'une société qui a une usine dans ma circonscription. Cette société s'inquiétait des politiques du gouvernement en matière fiscale et d'investissement étranger. Cette société ne parlait pas de marché libre. Son président—à ce que je sache—peut bien affirmer dans le privé que les assistés sociaux obtiennent trop d'argent, que d'autres ne travaillent pas et que le gouvernement ne devrait pas intervenir dans l'économie, mais je tiens à signaler que son entreprise est en difficulté, qu'il sait à qui s'adresser parce qu'il connaît le type d'économie que nous avons et les problèmes qu'il a à régler.

Le gouvernement n'a pas de stratégie industrielle. Les députés à ma droite refusent d'aider le gouvernement à élaborer une telle stratégie, et au cours des prochaines semaines, des prochains mois, j'entends participer aux débats qui nous permettront de préciser encore davantage nos propositions et nos solutions. C'est un choix qui n'offrirait pas d'alternative, un choix entre davantage de politiques qui ne contribueraient nullement à résoudre les problèmes économiques, ou bien encore la mauvaise gestion, l'incompétence et l'indifférence du gouvernement, mais je suis fier de pouvoir dire que je fais tout mon possible, en ma qualité de député néo-démocrate, pour faire en sorte que les Canadiens ne soient pas réduits à cette alternative.

Il existe une troisième possibilité, et c'est de reconnaître que pour assurer un revenu convenable à tous, nous devons redistribuer les revenus à l'avantage des pauvres et non au profit des

[M. Rae.]

possédants, que le plein emploi est économiquement nécessaire, qu'il doit y avoir du travail pour les gens dans l'industrie, qu'il ne faut pas uniquement compter sur les richesses naturelles pour l'avenir et que les 3,000 mineurs de Sudbury ne devraient pas se faire dire par le ministre de l'Énergie qu'ils peuvent toujours aller voir 500 ou 1,000 milles plus loin pour trouver un autre emploi. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) peut bien se permettre de dire cela aujourd'hui, mais je pense que dans six ou huit mois, c'est lui qui devra plier bagage et se chercher un autre emploi à 600 ou 800 milles d'ici.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources n'a pas le droit de dire cela aux gens qui ont des familles, des maisons et des engagements dans la ville où ils ont élu domicile. Les libéraux et les conservateurs veulent traiter les gens comme des marchandises, les manipuler selon les exigences du marché, et dans certaines régions, on verrait des villes et des industries disparaître simplement parce que telle ou telle grande compagnie aura vu l'occasion de faire de plus gros profits au Guatemala, au Gabon ou ailleurs.

Le Nouveau parti démocratique estime que les Canadiens ont d'autres solutions. Les travailleurs peuvent, par l'intermédiaire de leurs institutions, de leurs partis et de leurs gouvernements, affirmer leur confiance en eux-mêmes en exigeant d'avoir la priorité, de passer avant les profits et les intérêts de l'entreprise privée. Voilà ce que nous ferons comprendre aux Canadiens, et je suis certain que la population nous écouterait si nous le lui disons de façon claire et convaincante.

**Des voix:** Bravo!

**M. Paul Dick (Lanark-Renfrew-Carleton):** Monsieur l'Orateur, c'est pour moi un privilège de commenter aujourd'hui ce qui constitue sans doute une des mesures gouvernementales les plus ineptes qui aient été présentées à la Chambre depuis dix ans.

J'ai écouté l'excellent discours fait hier soir par le député d'Eglinton (M. Parker), la proposition raisonnable avancée aujourd'hui par le chef de l'opposition (M. Clark) et, bien sûr, le discours du député de Broadview (M. Rae), qui a lancé le mot d'ordre socialiste comme si la campagne n'avait pas pris fin le 16 octobre.

**M. Broadbent:** Mais elle démarre, mon cher.

**M. Dick:** En fait, la campagne du député de Broadview se poursuit peut-être, vu qu'il est rentré par seulement 400 voix de majorité. Lorsqu'il reprochait aux libéraux de se contredire, il a dû avoir quelques problèmes, car il ne sait pas très bien s'il doit s'attaquer aux libéraux ou aux conservateurs. S'il a consacré tellement de temps aux conservateurs, c'est sans doute, je suppose, parce que c'est eux qu'il redoute le plus.

Le bill C-7 illustre bien ce qui se passe depuis quelques années. Secrètement, sournoisement, mensongèrement et frauduleusement, le gouvernement a tenté de tromper les Canadiens en leur laissant croire qu'il prend vraiment les intérêts de la nation à cœur. Le gouvernement ne se soucie guère des Canadiens; il ne cherche qu'à se maintenir au pouvoir.